

LA FABRIQUE DES POSSIBLES

PROJET FÉDÉRAL 2014-2022

NOTRE VISION, NOS DÉFIS POUR 2019-2022

mai 2019



Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF)



INTRODUCTION

En 2014, à l'Assemblée Générale de Lorient, nous adoptons notre projet fédéral « La Fabrique des Possibles » pour la période 2014 – 2022. Nous nous étions alors donné RDV à mi-chemin pour faire un point d'étape et envisager éventuellement des ajustements pour la deuxième partie de notre projet.

C'est donc en 2018 que nous avons vécu ce point d'étape dans notre projet : avec une « Escale » de 3 jours en Flandre Maritime où plus de 600 personnes se sont retrouvées pour fixer les priorités pour les 4 ans à venir.

Outre des priorités affirmées pour la deuxième partie de notre projet fédéral (2019 – 2022), le Conseil d'Administration national a souhaité réaffirmer les visées politiques de notre projet. En effet, dans un environnement complexe et en mutation rapide, nous avons – plus que jamais – besoin de nous référer à nos visées politiques ; pour nous donner un socle commun fort, pour nous donner un horizon partagé.

Vous trouverez dans ce document un rapide rappel des objectifs du projet fédéral 2014 – 2022 ; puisque nous n'écrivons pas un nouveau projet ... nous le consolidons à mi-chemin !

Vous trouverez ensuite quelques éléments d'analyse de ce qui évolue dans l'environnement et surtout les visées politiques du projet réaffirmées.

Le document se terminera sur quelques défis que nous proposons de relever ensemble : fédérations et unions, FCSF, centres sociaux mobilisés ensemble pour contribuer à une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire !

PROJET FÉDÉRAL 2014-2022

DE 2014 À 2018, PRINCIPALES ÉTAPES

UN PROJET CONSTRUIT AVEC LE RÉSEAU À PARTIR DU CONGRÈS DE LYON (2013)

Une **ambition politique** : construire un **avenir désirable pour la société française**, s'appuyant sur les femmes et les hommes (porteurs de ressources), des collectifs et des communautés (espaces de coopération), des relations démocratiques et solidaires.

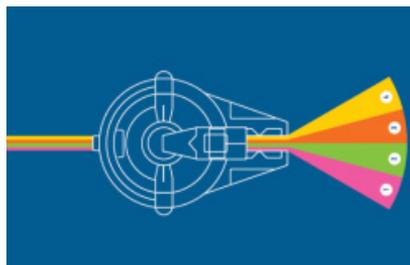
Une **priorité** : renforcer le **pouvoir d'agir des habitant.e.s**

4 orientations :

- Continuer à être en phase avec les réalités sociales (valoriser les expérimentations et expériences qui produisent du changement, mobiliser des connaissances et des acteurs ressources, se mobiliser sur les questions de société, participer et faire vivre des dispositifs nationaux permettant d'agir sur des questions sociales – co-animés avec des alliés),
- Favoriser l'apprentissage de nouveaux savoir-faire (organiser l'échange des pratiques qui contribuent à renforcer le pouvoir d'agir, animer une fonction ressource pédagogique, faire évoluer les formations diplômantes, proposer des formations nationales et faciliter l'essaimage des formations du réseau),

- Changer nos façons d'être ensemble et de faire société (interroger nos modes de gouvernance, interroger l'organisation du pouvoir au sein de la FCSF, développer des pratiques de coopération inter-fédérales, inter-centres sociaux, partenariales, poursuivre le travail engagé sur « pactes de coopération »).
- Promouvoir notre projet politique et nos façons de faire (améliorer le système d'information du réseau, intensifier et diversifier les actions d'influence auprès des décideurs, intensifier et diversifier les actions de notoriété).

Téléchargez le projet fédéral sur
www.centres-sociaux.fr





**LA VISÉE POLITIQUE DU PROJET
FÉDÉRAL... POUR LA PÉRIODE
2019 - 2022**



CE QUI A BOUGÉ DANS L'ÉCO-SYSTÈME SOCIO-POLITIQUE DU CENTRE SOCIAL DEPUIS 4 ANS

En 2017, suite aux Journées Professionnelles de l'Animation Globale d'Angers (du 22 au 24 novembre 2016), nous éditons un livret intitulé « Demain les centres sociaux – Mutations de société et défis pour l'avenir ». Dans cette publication, nous mettons en évidence les grandes mutations de la société : évolutions démographiques et enjeux intergénérationnels ; mutations de l'économie ; enjeux sociaux et de lien social à l'heure du numérique ; questions de vivre ensemble, de fait religieux et de laïcité ; évolutions des territoires et des institutions ; transition démocratique ; transition écologique.

Ces mutations sont en cours : plus puissamment, plus rapidement encore qu'il y a 2 ans.

Elles affectent désormais les habitants dans leur vie quotidienne. Elles contribuent à des sentiments souvent mêlés d'impuissance, de colère, de résignation, de rejet du politique. Elles augmentent l'angoisse ; elles affaiblissent l'espoir dans l'avenir. **La crise écologique n'est plus virtuelle. Les inégalités continuent à augmenter. La démocratie est malade.**

La question de la démocratie est particulièrement sensible. Les habitants ne souhaitent plus choisir des représentants par défaut, des représentants qui décident en leur nom entre deux élections. La démocratie, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui est remise en cause. L'institutionnel, l'organisé sont rejetés. Il en va de même pour les corps intermédiaires, politiques ou syndicaux, à l'exception des associations, qui suscitent encore confiance et enthousiasme de la part d'une majorité de Français. Il n'y a jamais eu autant de personnes engagées.

Tout en rejetant cette démocratie « descendante », certains recherchent des solutions parfois simplistes chez des leaders souvent charismatiques ; avec un risque de dérive populiste réel.

Et pourtant ...

Il y a tant de raisons d'espérer, de s'enthousiasmer : si les transitions font peur, elles sont également le terreau de **nouvelles aspirations, d'envies d'agir, d'expérimentations et d'innovations, de quête de sens**. Contrairement à la vision néo libérale selon laquelle il n'y aurait pas de société mais que des individus, nous continuons à faire société, à agir collectivement pour la transformer. En témoignent les nombreuses initiatives individuelles et collectives pour agir en faveur d'une transition écologique et solidaire. En témoigne également le développement de l'engagement bénévole (plus de 15 millions de bénévoles en France – un nombre en hausse), la solidarité dont font preuve un grand nombre de Français en direction des précaires et des réfugiés climatiques ou des conflits. Nombreux sont ceux qui ne se satisfont plus du monde tel qu'il est, avec ses injustices et qui ont pleinement conscience que notre modèle actuel nous emmène droit dans le mur, notamment compte tenu des enjeux écologiques.



En témoigne également **la pluralité et la multiplicité des mouvements sociaux** (qui ne relèvent pas tous du fait syndical loin s'en faut) qui attestent d'une forte revendication de plus d'autonomie, de plus de subsidiarité, de plus de solidarité et la conviction largement partagée que les femmes et les hommes ont tous droit à une égale dignité. **Nombreux sont ceux qui ne se satisfont plus du monde tel qu'il est, qui ne supportent plus ses injustices.**

Et les centres sociaux ...

Les centres sociaux, sont comme tous les acteurs du pays, **concernés, impactés par les transformations** en cours.

Des modèles socio-économiques questionnés, des modes d'organisation démocratique bousculés, une difficulté à trouver le sens de l'action dans un environnement mouvant sont autant d'effets qui fragilisent les centres sociaux.

Pourtant, dans notre réseau, **de très nombreux centres sociaux inventent, expérimentent, réfléchissent, construisent des solutions nouvelles chaque jour.**

Ils sont confrontés à un double défi :

- celui de faire évoluer leur fonctionnement pour s'adapter aux évolutions sociétales – tout en renforçant leur projet politique,
- celui d'accompagner les habitants dans leurs projets ou difficultés, de créer les conditions du débat, de proposer des espaces de réflexion et de compréhension sur ce qui nous arrive...

Mais ils sont prêts à ces évolutions : forts d'un projet centré sur l'ascendant, le faire avec les habitants, le transversal, la solidarité, le dialogue et le débat !



DÉMOCRATIE

Nous agissons pour une **démocratie vivante** et renouvelée dans laquelle les habitants ont une place, peuvent agir et peser sur les décisions, renforcer leur pouvoir d'agir sur les questions importantes pour eux.

Renforcer le pouvoir d'agir des habitants, cela signifie¹ :

- Promouvoir des dynamiques de conscientisation ; c'est-à-dire permettre aux personnes de mieux comprendre les « systèmes » qui les entourent pour se donner les moyens d'agir,
- Accompagner des dynamiques d'auto-organisation ; c'est-à-dire accompagner le développement d'actions basées sur l'entraide, la solidarité, l'action collective pour dépasser une difficulté,
- Exercer un pouvoir d'influence sur la définition et le pilotage des dispositifs publics ; c'est-à-dire pouvoir peser sur les décisions qui impactent la vie des habitants sur les territoires.

Nous souhaitons contribuer à une société où :

- Les individus se sentent pris en compte,
- Les individus ont les moyens d'appréhender la complexité, de développer leur libre-arbitre,
- Les individus sont capables d'influer sur les choses qui les concernent,
- Les habitants « acteurs » prennent la main et ne subissent plus,

- La démocratie est plus délibérative : habitants et « représentants » dialoguent, débattent, co-construisent avant de décider,
- La coopération prend le pas sur la concurrence.

Mais aussi, une société où les personnes s'engagent, assument des responsabilités.

Et un centre social :

- Où les habitants sont réellement au portage politique et au pilotage du projet. Le centre social comme « foyer d'initiatives porté par les habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire » ,
- Où l'on expérimente une démocratie délibérative. Le centre social est un formidable lieu pour inventer une démocratie plus vivante, plus ouverte, plus exigeante,
- Où l'on est en capacité d'organiser des débats sur les questions qui concernent les habitants : « documentés », avec des méthodes qui favorisent la parole de tous les participants, avec des méthodes qui permettent l'expression des désaccords mais qui construisent également du commun.

¹ Voir La Fabrique des Possibles – Projet fédéral 2014-2022, page 9

Charte fédérale des centres sociaux et socioculturels de France – page 3



FAIRE SOCIÉTÉ

Nous agissons pour favoriser, développer et soutenir (et parfois re-créer) le lien social. Le lien social se construit sur l'entraide, le partage, le don / contre-don, l'attention aux autres, l'altruisme.

Nous souhaitons contribuer à une société où :

- Les personnes d'origines (sociales, culturelles, ...) différentes se rencontrent, dialoguent, partagent,
- La mixité sociale, l'altérité sont vécues comme des richesses,
- Les personnes se reconnaissent mutuellement et s'entraident dans la vie quotidienne.

Et un centre social :

- Qui anime une veille sociale sur son territoire,
- Qui favorise l'émergence de projets collectifs qui font « rêver réaliste », qui donnent du sens, qui donnent un horizon commun,
- Qui favorise et accompagne des projets collectifs créant du lien, plus de solidarités,
- Qui dialogue, coopère, co-construit avec d'autres acteurs, qui soutient les initiatives du territoire.

JUSTICE SOCIALE

Nous agissons pour plus de justice. Nous souhaitons affirmer et défendre les droits des personnes, contribuer à la réduction des inégalités (de revenus, culturelles, sociales, ...), favoriser l'accès aux droits, éviter le non recours ...

Nous souhaitons contribuer à une société où :

- Chacun.e peut avoir accès à une « Vie Bonne » (« Buen Vivir ») : accès à la culture, accès à l'éducation, droit au répit, droit aux vacances, droits sociaux, protection sociale, accès au numérique, ... pour un bien-être personnel, familial et sociétal,

- Nous luttons contre les assignations (pauvreté, ignorance...) : reconnaissance sociale, dignité, s'appuyer sur les ressources des personnes.

Et un centre social :

- En veille sur son territoire,
- Qui porte une attention particulière à ceux qui sont en situation d'injustice : les repérer, les comprendre, proposer, agir avec eux, promouvoir, mettre en œuvre des outils et méthodes qui permettent aux habitants d'agir sur leurs situations d'injustice (méthodes du développement du pouvoir d'agir).



LES 3 PRIORITÉS POLITIQUES ISSUES DE L'ESCALE

L'Escale en Flandre Maritime de juin 2018 a validé notre action sur les questions relatives au **développement du pouvoir d'agir** depuis 2014. Nous avons acté que nous souhaitons même aller plus loin, plus fort sur ces questions.

Nous avons également affirmé l'importance des **habitants au portage politique et au pilotage dans nos projets**, ainsi que l'importance de poursuivre nos expérimentations pour **développer nos marges de manœuvre dans nos modèles économiques**.

L'Escale a également affirmé l'importance :

- Du renforcement de l'**essaimage des outils construits dans le réseau** sur ces enjeux,
- De la stratégie de **qualification des acteurs** en lien avec les enjeux de portage politique (pour les bénévoles essentiellement mais aussi pour les professionnels) et avec les enjeux de DPA / une stratégie qualification où l'on agit et se forme en parallèle (la formation ne doit pas être un préalable à l'action),
- De nos stratégies de communication (faire savoir ce que nous faisons – auprès des partenaires mais aussi auprès du grand public) et de nos stratégies d'influence (avec une priorité : les collectivités locales qui sont nos premiers financeurs),
- De la mesure **d'impact social** et d'évaluation de nos actions.



POURQUOI FAUT-IL PLUS DE DÉVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR (DPA) ET PLUS DE PORTAGE POLITIQUE DES CENTRES SOCIAUX PAR LES HABITANTS ?

Lors de l'Escale, le réseau a affirmé qu'il fallait aller plus loin, plus fort sur la question du développement du pouvoir d'agir des habitants et sur la question du portage politique du projet par les habitants.

Renforcer le développement du pouvoir d'agir... parce que :

- C'est un processus qui permet d'avancer, de donner les moyens aux habitants d'agir sur leur environnement, sur les « cailloux dans la chaussure »,
- C'est un processus efficace pour accompagner les collectifs d'habitants et changer les situations,
- Cela permet de rompre avec le sentiment d'impuissance,
- Cela permet aux habitants d'être acteurs, de ne pas subir, d'exercer leur libre arbitre.

Renforcer le portage politique des centres sociaux par les habitants, pour être en cohérence avec la définition du centre social portée dans notre charte (« foyer d'initiatives porté par des habitants »)... parce que :

- C'est contribuer à la reconsolidation de la démocratie : maintenir, expérimenter, développer des espaces de démocratie vivante dans les territoires,
- Cela permet d'expérimenter des alternatives concrètes à la construction des politiques publiques de façon descendante. Ici les habitants ont le pouvoir d'agir pour leur territoire à partir de questions importantes pour les habitants - en lien avec les collectivités, les autres acteurs associatifs du territoire. Nous sommes dans l'expression d'une démocratie ascendante et ouverte,
- Cela permet aux habitants de s'approprier le « politique », les affaires de la cité.



**NOS DÉFIS DANS LE RÉSEAU :
RÉALISTES ET MESURABLES POUR
LES 4 ANS À VENIR**



NOS DÉFIS DANS LE RÉSEAU : RÉALISTES ET MESURABLES POUR LES 4 ANS À VENIR

Le Conseil d'Administration de la FCSF, propose au réseau de s'emparer de quelques défis qui visent à mettre en œuvre les priorités politiques affirmées lors de l'Escale : aller plus loin sur le DPA, renforcer le portage politique des projets centres sociaux par les habitants et renforcer l'autonomie financière des centres sociaux. Proposés aux fédérations début 2019, ils sont soumis à validation au cours de l'assemblée générale de la FCSF de mai 2019.

DÉFI N°1 ALLER PLUS LOIN SUR LE DÉVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE

- 200 initiatives collectives qui visent à agir sur les questions d'injustice sociale vécues par les habitants et accompagnées dans le réseau (inscription sur « cestpossible.me »).
- Avec une attention particulière portée aux questions de jeunesse : 50% des animateur.trice.s jeunesse formé.e.s au DPA.

DÉFI N°2 RENFORCER LA PARTICIPATION DES HABITANTS AU PORTAGE POLITIQUE DU PROJET

- Toutes les fédérations organisent des parcours de formation des habitants au portage politique et au pilotage dans les centres sociaux (seules, en inter-fédé, au sein d'une UR, avec la FCSF).

DÉFI N°3 RENFORCER L'AUTONOMIE FINANCIÈRE DES CENTRES SOCIAUX

- Tout en renforçant les fondamentaux du projet centre social et de son financement par le régime de la subvention, 50% des centres sociaux auront identifié et engagé d'ici à 2022 la mise en œuvre de leviers pour dégager des marges de manœuvre dans leurs modèles socio-économiques.

DÉFI N°4 UN CONGRÈS TOURNÉ VERS LE TOUT PUBLIC

- Tout le réseau, fédérations et centres sociaux, est impliqué dans la démarche congrès en métropole et dans les Outre-Mer, avec, au moins 3 rendez-vous par territoire fédéral en 2021.

DÉFI N°5 DES CENTRES SOCIAUX ANIMATEURS / FACILITATEURS SUR LES TERRITOIRES

- 100% des centres sociaux favorisent la vitalité des territoires, par l'animation de processus de coopération d'acteurs.

La FCSF prendra sa part : accompagnement des fédérations, animation du réseau fédéral sur ces questions, stratégie qualification nationale, stratégie d'influence et de communication nationale

Globalement, nous invitons à l'exigence, à une forme d'exemplarité interne dans les centres sociaux et les fédérations sur les questions de démocratie interne, de justice sociale et du faire société dans nos façons d'agir. Interrogeons nos pratiques, expérimentons, dotons-nous d'outils,



NOS DÉFIS DANS LE RÉSEAU : RÉALISTES ET MESURABLES POUR LES 4 ANS À VENIR

Comment y aller, du côté du réseau et de la FCSF ?

Pour la période 2019 – 2022, le Conseil d'Administration a validé le principe de faire vivre 4 groupes stratégiques (suivi du projet fédéral), d'un groupe congrès et 5 groupes de travail thématiques en lien avec les questions sociales prioritaires actées. Ces groupes sont composés d'Administrateurs Nationaux ainsi que de membres bénévoles et professionnels du réseau.

Les groupes stratégiques et groupes de travail thématiques sont animés par un binôme administrateur – délégué qu'on appellera les « référents ».

Ces binômes ont pour mission de faire vivre les groupes pour que ceux-ci puissent mettre en œuvre leur feuille de route. Ils rendent compte de leurs avancées et questions au Bureau et au Délégué Général qui sont en charge de l'articulation globale des différents groupes et qui veillent à la cohérence globale des travaux (lien avec le projet fédéral, les moyens humains et économiques, ...).

Pour les fédérations et unions du réseau, il est proposé qu'elles s'emparent des défis proposés en définissant la hauteur de leur engagement dans ces défis. Il est – bien évidemment – également proposé qu'elles s'engagent dans les groupes stratégiques et groupes de travail.

Les groupes stratégiques ³ :

- **Continuer à être en phase avec les questions sociales** : animation de la fonction-ressource,
- **Favoriser l'apprentissage de nouveaux savoir-faire** : qualification des acteurs bénévoles et professionnels du réseau,
- **Promouvoir notre projet politique et nos façons de faire** : influence, notoriété et communication,
- **Développer notre réseau et notre fédéralisme** : appui, animation du réseau et fédéralisme,
- **Groupe Congrès 2021**.

Les groupes de travail thématiques

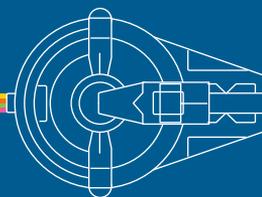
- **La jeunesse,**
- **La parentalité, famille, l'éducation,**
- **Le vieillissement,**
- **Le numérique,**
- **L'évolution des modèles socio-économiques des centres sociaux.**

Et des questions transversales : culture ; accès aux droits ; Europe.

Certains chantiers nationaux, qui restent importants pour le réseau, pourraient à l'avenir être portés par une union régionale ou une fédération avec une « dimension » nationale : le chantier « discriminations » par exemple pourrait ainsi continuer à vivre dans le réseau.

Voir le détail des groupes dans le document "les groupes stratégiques et thématiques de la FCSF 2019 - 2022"

³ Le Conseil d'Administration propose d'abandonner le groupe stratégique « Changer nos façons d'être ensemble et de faire société – coopération » pour privilégier une dimension coopération qui se retrouve de façon transversale dans toutes nos façons de faire : à la FCSF, au sein du réseau, avec nos partenaires.



Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF)
10, rue Montcalm 75869 Paris cedex 18
www.centres-sociaux.fr